CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2020

COMPTE-RENDU

Etaient présents :

MM LUCAND Christophe – PLAZA Alexandre – GALLOIS Sophie – AMINI Malika – PETRIGNET Blandine – HUMBERT Philippe – ROY Michel – DEFAUT Sabine – PAMPULIM William – MICHAUD Sandra – BOUCHUT Patrick – GUERRIER Séverine – ALIN Jérôme – ARGILLI Audrey – GUERBEUR Olivier – SCHOENEWALD Sandrine – RIGAUX Hugo – CADOUX Michel – POIROT Stéphanie – MERRA Jacques – PRIN Kelly – PIZZOLO Philippe

Absente excusée :

BÉNARD Nadine (pouvoir à Christophe LUCAND)

Monsieur Jérôme ALIN a été désigné secrétaire de séance.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU 8 JUIN 2020

Le Maire demande si les élus ont des remarques à formuler sur le contenu du compte rendu de la dernière séance.

Monsieur MERRA souhaite apporter des rectifications ou précisions sur certains points. Cela concerne d'une part le vote des indemnités des élus. L'abstention de la liste d'opposition portait non pas sur le montant des indemnités, mais sur le principe de l'augmentation de 20% des indemnités.

Le Maire rappelle que la loi votée en fin d'année 2019 instaure une revalorisation automatique pour les communes selon leur strate démographique, sauf à ce que le Maire demande au Conseil municipal par voie de délibération de ne pas en percevoir le montant attribué.

Il revient ensuite sur le sujet abordé en rubrique « questions diverses » portant sur la prime de continuité des services et le courrier aux associations pour la réouverture des salles. S'agissant de l'octroi de la prime exceptionnelle pouvant être accordée aux agents dans le cadre du plan de continuité des services lors de la crise sanitaire, le Maire répond que cette question est toujours en réflexion.

Quant à la réouverture des salles communales aux associations, un arrêté municipal sera prochainement pris en faveur des installations sportives uniquement. En effet, il souhaite avant toute chose veiller à la préservation de la santé des utilisateurs, et rappelle les consignes encore données par le Préfet à ce sujet dernièrement.

Enfin, le Maire souligne que les comptes rendus de Conseil municipal ne sauraient reprendre les débats de manière exhaustive, mais qu'ils doivent se limiter à une retranscription synthétique de la séance.

Le compte rendu est ensuite adopté à l'unanimité avec les mentions indiquées précédemment.

INTERVENTION DE MME LA TRÉSORIÈRE DE NUITS-SAINT-GEORGES

Monsieur le Maire fait part aux élus de son plaisir d'accueillir en séance Madame DONGOIS, Trésorière de Nuits-Saint-Georges, et la remercie d'avoir bien voulu répondre favorablement à son invitation pour présenter de manière synthétique des informations essentielles en matière budgétaire et financière.

Il laisse ensuite la parole à Madame DONGOIS, laquelle commente le document remis à chaque élu qu'elle a préparé.

Elle s'appuie également sur certains ratios faisant apparaître la bonne situation financière de la commune au regard de collectivités de strate identique.

L'endettement de la commune et la fiscalité locale restent contenus, laissant ainsi des marges de manœuvre en cas de nécessité. Elle souligne par ailleurs que la commune bénéficie d'un fonds de roulement confortable, permettant de satisfaire aux besoins de trésorerie tout au long de l'année.

Enfin, elle commente l'état des restes à réaliser de la commune à reprendre au budget 2020, ainsi que l'affectation des résultats.

Après cette présentation, Madame DONGOIS se propose de répondre aux différentes questions posées par les élus.

Après ce temps de question/réponse, Monsieur le Maire adresse au nom du conseil municipal ses sincères remerciements à Madame DONGOIS pour son intervention, avant de l'inviter à se retirer.

D200618 DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL AU CCAS

Le Maire rappelle qu'il convient dans un premier temps de fixer le nombre de membres du conseil d'administration.

Présidé de droit par le Maire, le CCAS est composé à parité d'élus municipaux élus au sein du conseil municipal et de membres issus de la société civile nommés par le Maire, dans une proportion de 8 minimum à 16 maximum, en plus du Maire.

Parmi les membres nommés, la loi prescrit une représentation de quatre catégories d'associations :

- les associations de personnes âgées et de retraités
- les associations de personnes handicapées

- les associations œuvrant dans le secteur de l'insertion et de la lutte contre l'exclusion
- l'Union Départementale des associations familiales (UDAF)

Le Maire expose ensuite que dans un second temps, le conseil municipal doit procéder à l'élection des élus municipaux au scrutin de liste à la proportionnelle au plus fort reste.

Après avoir entendu les explications du Maire et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité de fixer à onze le nombre de membres du conseil d'administration.

Puis, le Maire invite le Conseil municipal à procéder à l'élection des 5 élus municipaux au scrutin de liste à la proportionnelle au plus fort reste, sauf si l'assemblée délibérante décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret à l'élection de ceux-ci. (Article L.2121-21 du CGCT).

Le Maire propose à l'assemblée délibérante cette dernière possibilité. Le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas procéder à l'élection au bulletin secret, mais à main levée.

Après avoir enregistré les candidatures des deux listes en présence, il est procédé au vote :

Nombre de votants : 23

Liste « Ensemble pour Gevrey-Chambertin » : 18 voix

Liste « Gevrey-Chambertin...Tout simplement » : 5 voix

A la suite de l'attribution des sièges de quotient et des sièges de restes, la liste « Ensemble pour Gevrey-Chambertin » obtient 4 sièges, et la liste « Gevrey-Chambertin...Tout simplement » 1 siège.

Sont déclarés élus Madame Sophie GALLOIS, Monsieur Alexandre PLAZA, Madame Sandrine SCHOENEWALD, Madame Audrey ARGILLI, Madame Kelly PRIN, pour faire partie avec Monsieur le Maire, Président de droit, du conseil d'administration du CCAS.

D200619 VOTE DES TAUX DES TAXES COMMUNALES

Le Maire expose que dans le cadre du prochain vote du budget général et du budget annexe, le conseil municipal est appelé à se prononcer avant le 3 juillet 2020 sur les taux de fiscalité à retenir pour l'année 2020.

Etant précisé que le Conseil municipal ne pourra délibérer à compter de 2020 que pour les taux relatifs à la taxe foncière pour le bâti, et la taxe foncière pour le non bâti.

Le Maire propose au conseil municipal de maintenir pour la 10^{ème} année consécutive les taux en vigueur, conformément aux engagements pris dans sa campagne électorale.

Le Conseil municipal, après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de maintenir les taux et de voter le produit attendu comme il suit :

	BASE PREVISIONNELLE 2020	TAUX 2020	PRODUIT
TAXE FONCIER BATI	6 040 000	16.570%	1 000 828 €
TAXE FONCIER NON BATI	833 300	17.390%	144 911 €
TOTAL			1 145 739 €

Allocations compensatrices attendues : 50 311 €

D200620 CONSTITUTION DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS

Le Maire rappelle au Conseil municipal que l'article 1650 du code général des impôts (Modifié par [LOI n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 - art. 146 \(V\)](#)) dispose que :

1. Dans chaque commune, il est institué une commission communale des impôts directs composée de sept membres, savoir : le maire ou l'adjoint délégué, président, et six commissaires.

Dans les communes de plus de 2 000 habitants, le nombre de commissaires siégeant à la commission communale des impôts directs ainsi que celui de leurs suppléants est porté de six à **huit**.

Les commissaires doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, être âgés de 18 ans révolus, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Peuvent participer à la commission communale des impôts directs, sans voix délibérative, un agent municipal pour les communes dont la population est inférieure à 10 000 habitants.

2. Les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur départemental des finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions sus-énoncées, dressée par le conseil municipal.

La désignation des commissaires et de leurs suppléants est effectuée de manière que les personnes respectivement imposées à la taxe foncière, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises soient équitablement représentées.

3. La durée du mandat des membres de la commission communale des impôts directs est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Leur nomination a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement général des conseils municipaux.

A défaut de liste de présentation, ils sont nommés d'office par le directeur départemental des finances publiques un mois après mise en demeure de délibérer adressée au conseil municipal. Le directeur peut, sans mise en demeure, procéder à des désignations d'office si la liste de présentation ne contient pas soit vingt-quatre noms dans les communes de 2 000 habitants ou moins, soit **trente-deux noms dans les communes de plus de 2 000 habitants**, ou contient des noms de personnes ne remplissant pas les conditions exigées au 1.

En cas de décès, de démission ou de révocation de trois au moins des membres de la commission, il est procédé dans les mêmes conditions à de nouvelles désignations.

Le mandat des commissaires ainsi désignés prend fin avec celui des commissaires choisis lors du renouvellement général du conseil municipal.

Le Conseil municipal, après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, propose à l'unanimité la liste ci-dessous :

Commissaires titulaires :

AMINI Malika – BOUCHUT Patrick – DEFAUT Sabine – DOREY Jacques – DURY Robert – GALLOIS Sophie – GELIN Stephen – GUERRIER Séverine – HUMBERT Philippe – MARCHAND Jacques – MICHAUD Sandra – PAMPULIM William – PLAZA Alexandre – PETRIGNET Blandine – ROY Michel – STIEFVATER Yves

Commissaires suppléants :

ALIN Jérôme – ARGILLI Audrey – BÉNARD Nadine – CADOUX Michel – GEANTET Vincent – GOUROUX Dominique – GUERBEUR Olivier – GUILLON Jean-Michel – HUMBERT Frédéric – MERRA Jacques – PIZZOLO Philippe – POIROT Stéphanie – POULLOT Dominique – PRIN Kelly – RIGAUX Hugo – SCHOENEWALD Sandrine

**D200621 CRÉATION D'EMPLOI NON PERMANENT D'ADJOINT
TECHNIQUE CONTRACTUEL A TEMPS COMPLET POUR
FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT
SAISONNIER D'ACTIVITÉ**

Le Maire rappelle à l'assemblée que les communes peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article 3 I, 2°, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité.

Ces emplois non permanents ne peuvent excéder 6 mois pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Le Maire propose à l'assemblée

La création d'un emploi non permanent d'adjoint technique au sein des services techniques municipaux, à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires (soit 35/35^e).

Cet emploi serait créé pour la période du 1er juillet 2020 au 30 septembre 2020.

L'agent recruté aura notamment pour fonctions :

- entretien voirie, nettoyage des trottoirs, ramassage des poubelles de rues,
- arrosage, élagage, plantation, tonte, débroussaillage, ramassage des végétaux
- entretien du matériel portatif
- petites réparations sur mobilier urbain etc..

Cet emploi est équivalent à la catégorie C et serait au grade d'adjoint technique.

Cet emploi non permanent sera pourvu par un agent contractuel dans les conditions fixées à l'article 3 I, 2^o, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Il devra justifier d'un niveau d'étude et/ou expérience professionnelle en rapport avec les missions exercées.

L'agent contractuel percevra une rémunération sur la base du premier échelon du grade des adjoints techniques territoriaux.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 I, 2^o

Vu le tableau des emplois

Décide à l'unanimité

- d'adopter la proposition du Maire de créer un emploi non permanent à temps complet d'adjoint technique à raison de 35 heures hebdomadaires (35/35^e) du 1^{er} juillet au 30 septembre 2020.
- de modifier en conséquence le tableau des emplois ;
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

D200622 CRÉATION D'EMPLOI NON PERMANENT D'ADJOINT ADMINISTRATIF CONTRACTUEL A TEMPS COMPLET POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ

Le Maire rappelle à l'assemblée que les communes peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents sur la base de l'article 3 I, 2^o, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, afin de faire face à un accroissement saisonnier d'activité.

Ces emplois non permanents ne peuvent excéder 6 mois pendant une même période de 12 mois consécutifs.

Le Maire propose à l'assemblée

La création d'un emploi non permanent d'adjoint administratif au sein du secrétariat de mairie, à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires (soit 35/35^e).

Cet emploi serait créé pour la période du 29 juillet 2020 au 31 août 2020.

L'agent recruté aura notamment pour fonctions d'assurer les tâches administratives du secrétariat de mairie (accueil, standard, frappe courrier, comptabilité, classement etc...)

Cet emploi est équivalent à la catégorie C et serait au grade d'adjoint administratif.

Cet emploi non permanent sera pourvu par un agent contractuel dans les conditions fixées à l'article 3 I, 2^o, de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Il devra justifier d'un niveau d'étude et/ou expérience professionnelle en rapport avec les missions exercées.

L'agent contractuel serait rémunéré sur la base de l'indice majoré 345.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3 I, 2^o

Vu le tableau des emplois

Décide à l'unanimité

- d'adopter la proposition du Maire de créer un emploi non permanent à temps complet d'adjoint administratif à raison de 35 heures hebdomadaires (35/35^e) du 29 juillet au 31 août 2020.
- de modifier en conséquence le tableau des emplois ;
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

D200623 PROPOSITION DE CRÉATION D'UN POSTE D'ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL

Afin de faire face à un accroissement des tâches de l'équipe technique, le Maire propose la création d'un emploi d'adjoint technique territorial à temps complet à compter du 1^{er} octobre 2020.

Il est rappelé à l'assemblée

Que conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint technique au sein des services techniques

Il est proposé à l'assemblée

La création d'un emploi **d'adjoint technique territorial** à temps complet à raison de 35 heures hebdomadaires (soit 35/35^e).

L'agent recruté aurait notamment pour fonctions :

- entretien voirie, nettoyage des trottoirs, poubelles de rues, déneigement des espaces publics
- arrosage, élagage, plantation, tonte, débroussaillage, ramassage des végétaux
- montage de podium, pose de signalétique et barrières de sécurité lors de manifestations locales
- entretien du matériel portatif
- petites réparations sur mobilier urbain etc..

Cet emploi serait équivalent à la catégorie C, et ouvert aux grades suivants :

- Adjoint technique,
- Adjoint technique principal de 2^eme classe
- Adjoint technique principal de 1^{ère} classe

Cet emploi serait créé à compter du 1^{er} octobre 2020.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le tableau des emplois,

Décide à l'unanimité

- d'adopter la proposition du Maire et de créer un emploi permanent à temps complet d'adjoint technique territorial à raison de 35 heures hebdomadaires (35/35^e),
- de modifier en conséquence le tableau des emplois ;
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

D200624 PERSONNEL COMMUNAL : INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

Sous réserve de l'avis conforme du comité technique

Considérant ce qui suit :

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées aux fonctionnaires de catégorie B et de catégorie C, dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature, sauf si le contrat de ces derniers prévoit un régime d'indemnisation similaire.

L'octroi d'IHTS est subordonné à la réalisation effective d'heures supplémentaires. Sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du chef de service au-delà des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est subordonné à la mise en place d'un décompte déclaratif contrôlable.

Les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel peuvent bénéficier du versement d'IHTS. Leur taux sera calculé selon des modalités spécifiques.

Les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Dans ce cas, ils sont rémunérés sur la base d'une proratisation du traitement tant que le total des heures effectuées ne dépasse pas la durée légale du travail.

Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail, les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent ne pourra excéder 25 heures par mois.

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures. (Exemple pour un agent à 80 % : $25 \text{ h} \times 80 \% = 20 \text{ h maximum}$).

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur ; à défaut, elle donne lieu à indemnisation dans les conditions suivantes :

- la rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.

- L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel, le montant de l'heure supplémentaire est déterminé en divisant par 1 820 la somme du montant annuel du traitement et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein.

Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité

Article 1 : D'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires et les agents contractuels de droits publics relevant des cadres d'emplois suivants : cadre B et C (toutes filières confondues).

Article 2 : De compenser les heures supplémentaires et complémentaires réalisées par l'attribution d'un repos compensateur.

OU

De compenser les heures supplémentaires et complémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires.

Le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.

Article 3 : De majorer le temps de récupération dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié.

Article 4 :

Le contrôle des heures supplémentaires sera effectué sur la base d'un décompte déclaratif.

Les crédits correspondants seront inscrits au budget communal.

AFFAIRES DIVERSES

D200625 MOTION DE SOUTIEN AUX SAPEURS-POMPIERS DE GEVREY-CHAMBERTIN ET DU DÉPARTEMENT

Le Maire donne lecture au Conseil municipal du projet de motion de soutien ci-dessous :

<p style="text-align: center;">Motion de soutien aux sapeurs-pompiers de Gevrey-Chambertin et du département</p>
--

Considérant le choc que la crise sanitaire représente pour notre société depuis plusieurs mois, son installation durable dans notre environnement, le bouleversement des modes de vie qu'elle a engendré, et le péril qu'elle a fait courir notamment aux sapeurs-pompiers de Gevrey-Chambertin et du département,

Considérant les circonstances très exceptionnelles dans lesquelles les sapeurs-pompiers de Gevrey-Chambertin et du département ont su répondre à l'évolution rapide des risques encourus par nos habitants en adaptant les réponses opérationnelles qui s'imposaient avec une grande efficacité, notamment à travers le secours d'urgence aux personnes,

Considérant que les sapeurs-pompiers de Gevrey-Chambertin et du département ont assuré les secours nécessaires dans les meilleures conditions possibles dans la perspective d'une continuité absolue du service public dont ils ont la charge et la responsabilité,

Considérant que, comme c'est le cas des professionnels de santé et apparentés, les sapeurs-pompiers de Gevrey-Chambertin et du département ont su déployer les mesures de précaution nécessaires pour préserver leur force opérationnelle tout en garantissant le secours et l'assistance aux populations malgré le risque infectieux,

Considérant enfin que les sapeurs-pompiers de Gevrey-Chambertin et du département ont dû faire face ces derniers jours à plusieurs épisodes de violence dans des villes voisines avec mise en danger au cours de leurs missions de secours ou de lutte contre l'incendie,

Le Maire et les élus du Conseil municipal de Gevrey-Chambertin réaffirment leur soutien indéfectible aux sapeurs-pompiers de Gevrey-Chambertin et du département qui s'emploient chaque jour au service de la population, et témoignent leur solidarité envers celles et ceux qui ont été victimes d'agressions verbales ou physiques au cours de leur activité,

Le Maire et les élus du Conseil municipal de Gevrey-Chambertin réaffirment leur mérite et leur rôle actif et indispensable à Gevrey-Chambertin et sur leur territoire en rappelant les valeurs qu'ils portent avec force ; celles de l'engagement, du courage, de la solidarité et de la fraternité,

Le Maire et les élus du Conseil municipal de Gevrey-Chambertin expriment toute leur reconnaissance et réaffirment leur appui inconditionnel dans cette période si difficile, en se portant à leurs côtés pour traverser au mieux cette épreuve collective,

Le Maire et les élus du Conseil municipal de Gevrey-Chambertin appellent enfin à ce que la mobilisation en première ligne des sapeurs-pompiers dans ce contexte de troubles puisse aboutir à l'avenir à une meilleure protection de leurs fonctions et à une reconnaissance complète de leur engagement civique et du volontariat qu'ils assurent au titre de la solidarité nationale toute entière.

Le Conseil municipal, après avoir entendu la proposition de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'adopter cette motion de soutien aux sapeurs-pompiers de Gevrey-Chambertin et du département.

Ecole de gendarmerie de Dijon : Le Maire rend compte de la prise d'armes à l'occasion d'une cérémonie de remise de galons de la 7^{ème} compagnie d'instruction de l'école de gendarmerie de Dijon, à laquelle il était convié ce matin. Il rappelle la qualité de la commune de « Ville marraine » de cette compagnie, et se félicite du rapprochement avec les forces de gendarmerie qui s'est opéré à ce titre.

La séance est levée à 21 h 10